



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES ARMÉES**ETABLISSEMENT DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE DE RENNES****MARCHE PUBLIC DE SERVICES****CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES SPÉCIFIQUES (C.C.T.P.-S)****ST 00 – PRISE EN CHARGE****PERSONNE PUBLIQUE**

ÉTAT - MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes
Quartier Margueritte – BP 14 – 35998 RENNES Cedex 09

SUIVI DES OPÉRATIONS

UNITÉ DE SOUTIEN D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE DE BOURGES-AVORD
Antenne de la DGA Techniques Terrestres

OBJET DU MARCHE

BdD BOURGES-AVORD (18-36) – Prestations de soutien infrastructure multi-technique au profit de sites militaires

LOT 1 : Centre de formation de la Défense BOURGES

SOMMAIRE

1	GENERALITES	3
1.1	REGLEMENTS, NORMES ET DOCUMENTS DE REFERENCE	3
1.2	NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS	4
2	DESCRIPTIF GENERAL DES PRESTATIONS ET LIMITES PHYSIQUES DES INSTALLATIONS	4
2.1	MISE EN PLACE	4
2.1.1	REUNION DE LANCEMENT	4
2.1.2	PREVENTION	4
2.1.3	FORMALITES D'ACCES	4
2.1.4	ASTREINTE	4
2.2	ETAT DES LIEUX	4
2.2.1	VISITES CRITIQUES DES INSTALLATIONS	5
2.2.2	DEVIS	5
2.2.3	MONOGRAPHIE	5
2.2.4	GMAO	5
2.3	CONTRACTUALISATION	5
2.4	STOCK DE MAINTENANCE	5
3	DELAIS	6

1 GENERALITES

Le présent CCTP présente les dispositions spécifiques à la Section technique 00 - période de prise en charge des installations, en complément des dispositions figurant dans le CCTP-G.

1.1 REGLEMENTS, NORMES ET DOCUMENTS DE REFERENCE

Outre les règlements, normes et documents à caractère général qui figurent au CCTP-G, toutes les normes et documents en vigueur concernant les installations, objet du présent CCTP, s'appliquent intégralement, qu'il s'agisse d'opérations de maintenance ou de travaux neufs.

L'attention du Titulaire est particulièrement attirée sur le respect des textes réglementaires ou normatifs ci-après.

- Décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988, relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électrique ;
- NF C 15-100 : installations électriques à basse tension (BT) ;
- NF C 14-100 : installations de branchement BT comprise entre le point de raccordement au réseau et les points de livraison ;
- NF C 18-510 : Opérations sur les ouvrages et installations électriques et dans un environnement électrique – Prévention du risque électrique ;
- Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 25 juillet relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;
- Circulaire de la DGS n° 98/771 du 31 décembre 1998 relative à la mise en œuvre de bonnes pratiques d'entretien des réseaux d'eaux dans les établissements de santé et aux moyens de prévention du risque lié aux légionelloses dans les installations à risque et dans celles des bâtiments recevant du public ;
- Arrêté du 11/01/2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) en référence au Code de Santé Publique ;
- NF E 32-020.4 : Prescriptions particulières combustibles gazeux commerciaux ;
- NF C-73-251 : appareils électrodomestiques chauffants. Appareils de chauffage des locaux ;
- Arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Prescriptions du conseil supérieur de l'hygiène ;
- Guide pratique des installations de gaz, dernière édition ;
- Instructions techniques du Gaz de France, dernières éditions ;
- Règlementation de sécurité dans les ERP ;
- Le code du travail (Art. R.4224-17 et R.4227-39) ;
- NF S 61-933 et arrêté du 25/06/1980 relatifs aux règles d'exploitation et de maintenance des systèmes de désenfumage naturel (SDN) ;
- NF S 61-937 relative aux Dispositifs Actionnés de Sécurité (DAS) ;
- NF EN 12101-2 relative aux Dispositifs d'Evacuation Naturelle des Fumées et Chaleur (DENFC) ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation , arrêté du 31/01/1986: Art. 101 relatif à la vérification annuelle des installations de détection, de désenfumage, d'alarme incendie ;
- L'arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêté du 22/03/2004 ;
- La réglementation ICPE – rubrique 1510 – arrêté du 05/08/2002 – Art.24 relatif à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.

1.2 NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

Le Titulaire doit assurer, pour le compte de la Personne publique dans le cadre du FORFAIT les prestations suivantes :

- Mise en place de ses moyens matériels et personnels;
- Etat des lieux des installations couvertes par le présent marché ;
- Contractualisation des éventuels sous-traitants ;
- Inventaire du stock de maintenance présent sur site et nécessaire au marché.

2 DESCRIPTIF GENERAL DES PRESTATIONS ET LIMITES PHYSIQUES DES INSTALLATIONS

2.1 MISE EN PLACE

2.1.1 REUNION DE LANCEMENT

Dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification, une réunion de lancement du contrat est organisée sur le site.

Elle porte sur :

- Les modalités de mise en œuvre du plan de management de la qualité et la contractualisation de la version V0 de ce plan ;
- La désignation du responsable de site et de son suppléant ;
- La remise des consignes de sécurité en vigueur ;
- Les conditions d'accès au site.

Il est également remis lors de cette réunion le règlement intérieur du CFD dont la personne publique se réserve le droit de contrôler son application.

2.1.2 PREVENTION

Le titulaire réalise les formalités nécessaires à la rédaction des documents de prévention généraux nécessaires à ses interventions et à celles de ses sous-traitants.

2.1.3 FORMALITES D'ACCES

Le titulaire renseigne et transmet les documents nécessaires à l'accès de ses personnels au site sur lequel s'exécute le marché **dans un délai maximum de 7 jours à partir de la notification du marché**. Le non-respect de ce délai expose le titulaire à l'application des pénalités.

NB : Un délai d'environ 2 mois est nécessaire pour obtenir les autorisations d'accès.

2.1.4 ASTREINTE

Le titulaire fournit la procédure d'activation du service d'astreinte défini au CCTP-G §8 :

- Numéro d'appel ;
- Messagerie.

2.2 ETAT DES LIEUX

Dans un délai de deux (2) mois suivant la notification du marché, le titulaire réalise un état des lieux des installations dont il a la charge.

Cet état des lieux permet :

- De préciser la consistance des installations techniques (désignation, marque, type, année) ;
- D'identifier les pièces détachées nécessaires à la maintenance et l'exploitation des installations.

A l'issue, le titulaire remet un rapport de prise en charge comprenant les listes consolidées des 2 thèmes précédents.

2.2.1 VISITES CRITIQUES DES INSTALLATIONS

Le titulaire assure la visite de l'ensemble des installations objet du marché avec l'assistance éventuelle de ses sous-traitants et du titulaire actuel du marché de maintenance (entreprise sortante).

A l'issue, il remet un rapport mettant en évidence pour chaque ensemble et sous ensemble :

- L'état général ;
- L'état fonctionnel ;
- La capacité de maintenabilité.

Au besoin, une codification de couleur peut être utilisée :

VERT : bon état général

JAUNE : remplacement à prévoir sous 24 mois

ROUGE : remplacement à programmer dans l'année

2.2.2 DEVIS

Dans le cas d'installation ayant un mauvais niveau de maintenabilité ou une installation en défaut, le titulaire propose les devis correspondants à sa remise en service.

Le titulaire propose les devis nécessaire au complément du stock de maintenance.

2.2.3 MONOGRAPHIE

Pour chaque bâtiment, le titulaire met à jour la monographie fournie par la Personne publique, en recherchant l'exhaustivité dans les informations marque, modèle, type, année de mise en service.

Il indique également la durée de vie théorique et estimée de chaque équipement.

2.2.4 GMAO

Le titulaire doit, dès la période de prise en charge, et dans le cadre du forfait :

- L'intégration des plans de maintenance dans la GMAO ;
- L'intégration des historiques des relevés (analyses, températures, consommations) ;
- La mise en œuvre de la GMAO :
 - Trames de rapports (intervention, mensuel et annuel) ;
 - Trames de relevés des indicateurs (déchets, consommations et maintenance).

Les trames sont soumises à validation de la personne publique.

2.3 CONTRACTUALISATION

Le titulaire profite de la période de prise en charge pour déclarer les éventuels sous-traitants devant intervenir dès le début des prestations, par exemple :

- Maintenance GTC (Gestion Technique Centralisée) de marque Schneider et WAGO ;
- Maintenance des réseaux AEP, EU, EP ;
- Maintenance des installations haute tension ;
- Maintenance des installations basse tension ;
- Maintenance des installations incendie ;
- Maintenance des portes et portails automatiques ;
- Maintenance des installations de levage ;
- Maintenance des couvertures et des toitures terrasses.

2.4 STOCK DE MAINTENANCE

Le titulaire contrôle l'inventaire du stock de maintenance du prestataire sortant.

Il fourni éventuellement à la personne publique une liste complémentaire.

3 DELAIS

Le Titulaire a un délai maximum de 3 mois pour réaliser les prestations du présent Cctp-S00 à compter de la notification du marché.

Annexe1 : LISTE DES CHAUFFERIES

Bât.	Situation	Energie	Puissance totale installée	Nb. de chaudières	Puissance unitaire	Année de mise en service	Marque	Règlement applicable	Situation	Mesures envisagées
016-661	Chaufferie	Gaz	1440 kW	2	720 kW	18/10/2012	HOVAL max 3	Décret n° 2009-648		Chaufferie qui assure le chauffage des bâtiments 001-605, 005-607, 011-653, 011-654, 012-655, 016-661 et 017-662 Assurera le chauffage du 015-659
					720 kW	18/10/2012	HOVAL max 3			
019-665	Chaufferie	Gaz	930 kW	2	465 kW	20/12/2000 & 18/10/2012	HOVAL Type ST Plus type 500	Décret n° 2009-648		Chaufferie qui assure la production d'eau chaude sanitaire et le chauffage du bâtiment 019-665. Il s'agit de la chaufferie installée initialement en l'an 2000 entre les bâtiments 022-683 & 023-684
					465 kW	20/12/2000 & 18/10/2012	HOVAL Type ST Plus type 500			
020-680	Chaufferie	Gaz	1512 kW	2	756 kW	29/11/2000	HOVAL Type ST Plus 750	Décret n° 2009-648		Chaufferie qui assure le chauffage des bâtiments 020-680, 021-681 et 026-688
					756 kW	29/11/2000	HOVAL Type ST Plus 750			
023-684	Chaufferie	Gaz	1440 kW	2	720 kW	18/10/2012	HOVAL max 3	Décret n° 2009-648		Chaufferie qui assure le chauffage des bâtiments 013-656, 014-657, 022-683, 024-685, 025-687
					720 kW	18/10/2012	HOVAL max 3			
023-684	Réfrigération		1200 kW							Installation à créer dans le cadre des travaux de recentrage sur le "H Historique"
016-661	Chaufferie	RCU	1400 kW	1			HEXONIC			Chaufferie qui assure le chauffage des bâtiments 001-605, 005-607, 011-653, 011-654, 012-655, 016-661 et 017-662 Assurera le chauffage du 015-659
019-665	Chaufferie	RCU	900 kW	1			HEXONIC			Chaufferie qui assure la production d'eau chaude sanitaire et le chauffage du bâtiment 019-665. Il s'agit de la chaufferie installée initialement en l'an 2000 entre les bâtiments 022-683 & 023-684
020-680	Chaufferie	RCU	1200 kW	1			HEXONIC			Chaufferie qui assure le chauffage des bâtiments 020-680, 021-681 et 026-688

023-684	Chaufferie	RCU	1200 kW	1			HEXONIC		Chaufferie qui assure le chauffage des bâtiments 013-656, 014-657, 022-683, 024-685, 025-687
---------	------------	-----	---------	---	--	--	---------	--	--